



Règlement Européen Emballages À Strasbourg, les ONG environnementales se mobilisent devant le Parlement Européen

Communiqué de presse | Mardi 21 novembre 2023 | Pour diffusion immédiate



©Zero Waste France

[Les photos et vidéos du happening ici](#)

Un happening pour sensibiliser les députés européens avant le vote

Ce mardi 21 novembre, des membres d'ONG environnementales se sont rendues devant le parlement de Strasbourg, déchets d'emballage à la main pour demander aux députés européens de ne pas céder aux sirènes des industriels alors qu'ils voteront cette semaine le Règlement Européen sur les emballages et déchets d'emballage (communément appelé PPWR, Packaging & Packaging Waste Regulation).

Après un premier vote en commission ENVI du Parlement européen fin octobre, un vote en plénière est prévu ce mercredi 22 novembre. Les États membres négocient quant à eux leur position avant un vote au Conseil et un trilogue pour une adoption du texte finalisé au plus tard début 2024, avant la fin de la mandature actuelle.

Une réglementation cruciale pour la réduction des emballages

Ce texte représente une opportunité majeure pour la transition des systèmes d'emballage, à un moment où il est crucial de réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre, la pollution et l'utilisation des ressources dans tous les secteurs. L'intention de la Commission Européenne était que 100% des emballages soit recyclables ou réutilisables d'ici à 2030 avec la définition de critères de recyclabilité à échelle, de suppression des emballages non nécessaires et du suremballage, et des objectifs d'emballages réemployables déclinés par secteur.

Quand il sera adopté, ce règlement s'appliquera directement à toute l'Union européenne. S'il est moins ambitieux que la loi française, alors le risque est très grand que les avancées obtenues à travers la loi AGECE soient remises en question. C'est pourquoi il est indispensable d'avoir un niveau d'ambition important et de permettre aux Etats déjà avancés d'aller au-delà des objectifs fixés, notamment au travers de la formulation d'objectifs qui soient des minimums à atteindre.

Des lobbys industriels puissant ont contribué à affaiblir le texte initial

L'enjeu est immense : malgré les efforts des associations pour représenter l'intérêt général, les lobbys des industriels de l'emballage, des papiers-cartons ou encore des fast-foods mènent une intense campagne pour diluer le texte, revoir ses objectifs à la baisse et obtenir des exemptions.

A l'issue de l'examen du texte par la commission ENVI du Parlement européen, plusieurs mesures ont été affaiblies :

- Les objectifs de réemploi des boissons et des emballages de transport sont maintenus, mais avec une formulation parfois édulcorée, des délais et une possibilité d'exemption sur la base de « l'accès aux infrastructures » ou d'« études évaluées par des pairs », etc.
- Les objectifs de réemploi du vin et des plats à emporter ont malheureusement été abandonnés.
- Les dispositions de l'article 7 restent inquiétantes : Zero Waste France, Surfrider Foundation Europe et leurs partenaires européens s'opposent à l'utilisation de plastique biosourcé pour atteindre l'objectif de contenu recyclé pour les emballages plastiques, ainsi qu'à l'utilisation d'un système basé sur des crédits pour le plastique.

Quelques points d'amélioration

D'autres mesures importantes ont quant à elles été conservées ou ajoutées :

- Prévention des emballages et formats d'emballages inutiles, avec des restrictions sur les emballages alimentaires et de boisson à usage unique pour la restauration sur place dans le secteur hôtellerie-restauration, ainsi que sur certains formats d'emballages proposant des portions individuelles (unidoses condiments pour la restauration, produits d'hygiène et de soin dans les hôtels) ;
- Produits chimiques, avec la restriction de l'ajout intentionnel de PFAS et de Bisphénol A dans les emballages d'ici 18 mois après l'entrée en vigueur du règlement ;
- Eau du robinet « gratuite » : une disposition a été ajoutée pour garantir que les États membres permettent aux clients de demander de l'eau du robinet gratuite ou à faible coût dans les restaurants, cantines, bars, cafés, etc.

Le vote de cette semaine : une étape clé

Etant donné la façon dont s'est déroulé le vote en commission ENVI (avec des amendements de suppression déposés mais heureusement pas adoptés), le vote en plénière, prévu le 22 novembre, sera une étape clé. Les efforts de lobbying des industriels, qui ont été déployés de façon intensive au cours des derniers mois de négociation, ont réduit l'ambition du texte sans proposer d'alternative crédible pour s'attaquer au problème croissant des déchets d'emballages.

La position actuelle du Parlement est nettement plus faible que la proposition de la Commission et le texte en discussion au Conseil, notamment en ce qui concerne **la réduction et le réemploi**. Certains députés européens et parties prenantes plaident en faveur d'une dilution supplémentaire des mesures clés visant à prévenir les emballages inutiles et à promouvoir les systèmes de réemploi. Le risque est l'adoption de nouvelles dérogations aux objectifs de réemploi pour le secteur des boissons, entraînant vers le fond le réemploi en Europe. Il est essentiel que le Parlement maintienne autant d'ambition que possible afin de garantir le bon déroulement du trilogue.

¹Liste des ONG présente : La coalition européenne Rethink Plastic Alliance représentée par Surfrider Foundation Europe, Zero Waste Europe, Zero Waste France, European Environmental Bureau. L'ONG française On est prêt s'est aussi joint à cet événement.

A propos de Rethink Plastic Alliance

Rethink Plastic est une alliance d'ONG européennes de premier plan, avec des milliers de groupes actifs, de sympathisants et de citoyens dans chaque État membre de l'UE.

Nous rassemblons une expertise politique et technique dans divers domaines pertinents et travaillons avec les décideurs politiques européens pour concevoir et mettre en œuvre des solutions politiques en vue d'un avenir sans pollution plastique.

Nous faisons partie du mouvement mondial Break Free From Plastic, composé de 11 000 organisations et sympathisants individuels du monde entier qui exigent des réductions massives des plastiques à usage unique et cherchent des solutions durables à la crise de la pollution plastique.

CONTACT :

Pour Surfrider Foundation Europe

Lionel Cheylus | 06 08 10 58 02 | lcheyus@surfrider.eu

Pour Zero Waste France

Manon Richert | 06 07 52 02 59 70 | manon.richert@zerowastefrance.org

Pour Rethink Plastic Alliance

Caroline Will (english speaker) | +49 1590 1425817 | caroline@rethinkplasticalliance.eu

Pou On Est Prêt

Xavière Bourbonnaud | 06 6 67 05 75 79 | xaviere@lagencenouvelleculture.fr